

L'Argentine, entre le *default* et le désendettement

Argentina, Between Default and Debt Reduction

Victor Armony



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/6078>

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique



L'Argentine, entre le *de fault* et le désendettement

Victor Armony

Professeur, Université du Québec à Montréal,
Ancien directeur de l'Observatoire de l'Amérique

*La saga de la *deuda externa* n'a pas fini de troubler les Argentins*

La *deuda externa* (dette extérieure) a marqué l'Argentine depuis la transition démocratique de 1983, autant sur le plan financier que sur le plan politique. La crise de l'endettement a affligé l'ensemble de l'Amérique latine durant la « décennie perdue », mais en Argentine, elle a donné lieu en 1989, en convergeant avec d'autres dynamiques économiques et sociales, à une poussée d'hyperinflation qui a servi de justification au tournant néolibéral le plus radical sur le continent. La stabilité abruptement retrouvée grâce à l'ancrage du peso au dollar — la célèbre loi de « convertibilité » — ne fut, hélas, qu'une bombe à retardement. Après sept plans d'austérité tous aussi inopérants les uns que les autres et avec une dette extérieure atteignant les 132 milliards de dollars, la catastrophe annoncée arriva en décembre 2001. Cinq présidents se sont succédés en l'espace de quelques jours, alors que des émeutes et des pillages secouaient le pays. L'État argentin se trouvait au bord de la faillite et son avenir semblait plus incertain que jamais.

Du rattrapage au remboursement de la dette

Politicien relativement inconnu, élu avec moins de 23 % des voix et président « par accident », Néstor Kirchner arrive au pouvoir en 2003. Dans un contexte économique mondial qui lui est très favorable, il pilote une sortie de crise qui permet à l'Argentine de connaître des taux de croissance « à la chinoise » pendant plusieurs années. Ce revirement étonnant s'explique en grande partie par la hausse considérable de la demande étrangère (surtout chinoise) pour la soja (notamment par la multiplication des cultures transgéniques) et la flambée de son prix à l'échelle internationale. Les exportations augmentent de 7,5 à 25 milliards de dollars entre 2003 et 2013. La stabilité économique s'appuyait désormais sur le maintien d'un double solde positif des

balances fiscale et commerciale, alors que la stabilité sociopolitique découlait de l'expansion substantielle des dépenses sociales ainsi que de l'orientation progressiste du gouvernement, notamment sur le plan des droits humains et du discours nationaliste de gauche.

Mais la croissance argentine entre 2003 et 2008 (sous la présidence de Kirchner, puis de son épouse Cristina Fernandez depuis 2007, réélue en 2011), aussi remarquable fût-elle, ne signifiait qu'un rattrapage avec la moyenne sud-américaine (la crise de 2001 avait provoqué une chute du PIB d'environ 11%). La croissance cachait aussi une réalité troublante : le *de fault* de 2001 - la cessation des paiements aux créanciers privés lesquels détenaient 82 milliards de dollars en titres, près de 100 milliards avec les intérêts - n'avait fait l'objet que d'une restructuration partielle en 2005 puis en 2010. L'État argentin avait offert un échange des titres avec une décote nominale de 50 % (65 % réelle) qui avait été accepté par 93 % des créanciers. Le président avait en 2005 fièrement déclaré, à ce propos, que « nous avons réussi la meilleure négociation du monde pour la plus importante dette du monde ». Capitalisant sur le discours « anti-néolibéral » du « virage à gauche » latino-américain des années 2000 et les sentiments anti-américains d'une partie importante de l'électorat (nous sommes à l'époque de George W. Bush), Kirchner politisa à l'extrême l'enjeu et, puisant dans la mémoire collective des Argentins, fit de cette renégociation de la dette extérieure un combat patriotique.

Des lendemains difficiles ?

Le *desendeudamiento* (désendettement) devint officiellement une politique d'État en 2004 et, dans ce contexte, le gouvernement effectua un remboursement anticipé de presque 10 milliards de dollars au FMI. Cet organisme, il va sans dire, occupait une place spéciale dans l'imaginaire national :

le FMI incarnait l'outil de pression des pays du Nord pour obliger les jeunes démocraties du Sud à adopter des politiques d'austérité dans les années 1980, sans oublier qu'il avait prêté généreusement de l'argent aux dictatures militaires une décennie auparavant. Alors que l'Argentine se perdait dans l'abîme de la crise de 2001, le FMI refusait de refinancer une partie de sa dette, ce qui aurait peut-être permis au gouvernement d'éviter le pire. Rembourser la dette - un geste qui aurait pu être interprété comme une concession ou même une expression de soumission - équivalait dans la rhétorique présidentielle à une déclaration d'indépendance vis-à-vis des marchés et des centres du pouvoir mondial.

La politique de désendettement a certes placé l'Argentine au sommet du palmarès international : une étude espagnole publiée en 2013 montrait que ce pays avait réduit de 72,5 % la dette publique en pourcentage du PBI entre 2002 et 2012, plus que tout autre pays dans le monde. Mais les perspectives d'avenir s'assombrissent pour l'économie argentine avec le ralentissement des taux de croissance depuis 2008, l'expansion fulgurante des dépenses gouvernementales (une problématique liée à l'emploi dans la fonction publique, aux plans de pension et aux programmes sociaux) et la réduction toujours possible de la demande chinoise pour les denrées argentines. De plus, les titres qui n'ont pas fait partie de l'échange concerté avec les créanciers sont maintenant entre les mains de fonds spéculatifs qui réclament judiciairement leur remboursement à 100 % de la valeur originelle. Un juge à New York leur a donné raison en 2012, et de nouveau en 2013, ce qui pourrait éventuellement provoquer l'annulation des restructurations de 2005 et 2010, déclenchant ainsi une nouvelle crise d'endettement. Buenos Aires a demandé l'appui du FMI et de la Maison Blanche à sa cause, ce qui n'est pas si étonnant, car ces derniers préfèrent une solution négociée entre les parties, plutôt que de se fier à la décision « technique » d'un tribunal local, dont les conséquences politiques internationales et les effets sur les marchés mondiaux seraient imprévisibles. Bref, malgré le *de se nde udamie nto*, il semble que la saga de la *de uda e xte ma* n'a pas fini de troubler les Argentins.